

Appel à propositions sur les citoyennetés industrielles pour aide à l'écriture

Dans le cadre d'un projet émergent hébergé par la Maison européenne des sciences humaines et sociales Lille Nord de France, avec le soutien du programme Internationalisation de l'Université Lille 2, nous souhaitons contribuer au développement et à la discussion de travaux originaux sur les *citoyennetés industrielles*, en proposant d'accompagner trois jeunes chercheur-e-s (doctorant-e-s ou docteur-e-s sans poste) dans l'écriture d'un article original sur ce thème.

Contrairement à la façon dont elle a été utilisée dans le champ des relations professionnelles, la notion de citoyenneté industrielle est entendue ici dans un sens large, comme le moyen de désigner *l'ensemble des formes d'agir politique en contexte industriel*. Il ne s'agit donc pas de se limiter au noyau dur des travailleurs d'usine et à leurs pratiques sur les lieux de travail, mais de prendre au sérieux les environnements professionnels contrastés et l'ensemble des liens sociaux (familiaux, de genre, de loisir) qui structurent les populations dépendantes du travail industriel et façonnent leur expérience politique.

Dans le sillage d'une approche « par le bas » de la citoyenneté, telle que développée par les travaux de micro-histoire ou d'anthropologie politique, il s'agit d'étudier la façon dont l'organisation industrielle structure les pratiques collectives, sans pour autant se rendre prisonnier de la coupure entre le dedans et le dehors des lieux de production. Cette approche localisée permet aussi de se déprendre du prisme téléologique et macrosocial associant l'âge industriel à un moment (révolu) de la « modernité ». Ainsi définie, la citoyenneté industrielle s'observe dans des espaces-temps divers, au Nord comme au Sud, dans le passé comme dans le présent, et donne l'occasion de croiser le regard des historiens, des sociologues, des politistes, des juristes, des géographes sociaux ou encore des économistes.

On entend mettre en relation des personnes travaillant sur des bassins industriels de différentes époques et dans différents lieux, pour rendre compte de la diversité des manières dont la citoyenneté industrielle se construit et s'exerce. L'enjeu est d'étudier les pratiques politiques des personnes et des groupes assujettis, ou en voie d'assujettissement à un ordre industriel : résistances de populations locales à des dynamiques d'industrialisation *ou* de désindustrialisation affectant brutalement leurs formes de vie, interactions entre les situations d'exploitation économique et d'oppression politique conditionnant des formes particulières d'organisation, de représentation et de mobilisation, rôle des institutions industrielles dans la légitimation ou la subversion de l'ordre politique...

Parmi les possibles directions de recherche, trois axes nous intéressent plus particulièrement :

1. Repenser les formes de représentation des travailleurs. À l'organisation industrielle est souvent associée l'idée d'un isomorphisme condamnant les organisations ouvrières à des modes de fonctionnement verticaux, autoritaires et intégrés se traduisant par des formes de représentation syndicale ou politique autoritaires et monopolistes. Le regard comparatif, l'approche microscopique et le décentrement géographique et historique proposés ici permettront de rendre compte de la diversité des régimes de représentation des travailleurs et de restituer leurs logiques propres, en décentrant le regard des seules organisations syndicales et des seuls lieux de production pour considérer des régimes de représentation pluri-institutionnels.

2. Saisir les rapports entre monde du travail et champ politique. On s'interrogera sur la manière dont les formes d'action, de représentation et de participation développées dans les usines, interagissent avec les processus de politisation des travailleurs hors des usines, notamment dans la structuration des organisations partisans. La diversité spatiale et temporelle des terrains d'étude permettra de reprendre à nouveaux frais certaines corrélations classiques de la sociologie politique (la classe ouvrière et le vote à gauche, par exemple), pour saisir plus finement les liens entre la politique institutionnelle et le monde de l'usine.

3. Penser les tensions de la citoyenneté industrielle. On s'intéressera aux formes de participation, de représentation et de protestation qui se construisent en dehors des formes instituées du syndicalisme, voire en conflit avec les syndicats, en s'appuyant sur d'autres rapports sociaux et en mobilisant d'autres répertoires d'action. En particulier, on cherchera à rendre compte des processus de subjectivation politique qui entrent en tension avec l'idée même d'un ordre industriel, d'une « police », dans lequel les travailleurs agiraient seulement à partir de la place qui leur est attribuée. En mettant en lumière les formes de subjectivation qui tranchent avec les identités ouvrières (écritures individuelles, revendications féministes, critiques de la technique...) on pourra élargir, à partir de ses tensions propres, notre compréhension de la citoyenneté industrielle.

Cette recherche collective vise notamment à encourager la production de travaux originaux sur la citoyenneté industrielle par de jeunes chercheur-e-s (doctorant-e-s et docteur-e-s non titulaires) et à les mettre en contact avec des chercheur-e-s plus confirmé-e-s et des archivistes. Nous disposons pour ce faire d'une enveloppe budgétaire destinée à rémunérer comme vacations l'écriture de trois *working papers* (environ 600 € net par texte). Ces textes seront présentés et discutés fin 2016 dans le cadre d'un atelier à la MESHS de Lille préparant d'autres initiatives scientifiques (événements et publications). Une enveloppe complémentaire sera disponible pour la prise en charge de frais de mission et de fonctionnement, mais le budget ne permet pas de financer des missions de recherche dans leur intégralité. Il vise à favoriser la présentation de recherches originales, non encore publiées, menées dans le cadre de la thèse ou d'un post-doctorat. Il est conçu dans l'esprit d'une aide à l'écriture.

Les candidat-e-s sont invité-e-s à soumettre aux responsables du projet (en écrivant aux trois adresses électroniques ci-dessous), une note d'intention de 10 à 15 000 signes (espaces compris) présentant de manière détaillée leurs problématique et cadre théorique, le terrain réalisé, les techniques d'enquête utilisées et les éventuels compléments à apporter à la recherche. Les propositions doivent être transmises d'ici le 5 juillet 2016. Une réponse des coordinateurs sera donnée aux candidat-e-s pour le 15 juillet. Les *working papers*, de 70 000 signes (espaces compris), seront attendus en novembre 2016 pour une présentation orale le mois suivant.

Amin ALLAL : amin.allal@gmail.com

Samuel HAYAT : samuel.hayat@univ-lille2.fr

Karel YON : karel.yon@univ-lille2.fr

Comité scientifique : AMIN ALLAL (CERAPS/WAFW), ANNE BORY (CLERSE, LILLE 1), VANESSA CARU (CEIAS, EHESS), MYRIAM CATUSSE (IFPO BEYROUTH), CAROLE CHRISTEN (IRHIS, LILLE 3), SAMUEL HAYAT (CERAPS), MAXIME QUIJOUX (PRINTEMPS UVSQ), GUILLAUME GOURGUES (CRJFC PACTE), KAREL YON (CERAPS).